

Parution du N°275 de la revue "Services Spéciaux"

Category: Actualités, Alain Juillet, Revue Services Spéciaux (AASSDN)
24 juin 2026



Edito du président de l'AASSDN

Influence, soyons lucides et combatifs

Après un numéro spécial sur la désinformation ([Revue "Services spéciaux" N274](#)), le thème de celui-ci est l'influence.

Issue de la nuit des temps, l'influence a pris une importance inédite au 21^e siècle avec le numérique et les nouveaux médias. Cette action souterraine, est devenue un mode d'action privilégié dans la guerre hybride menée à des degrés divers par tous les pays, par certains grands groupes, et par des organisations criminelles. Sa finalité est de rallier à des objectifs particuliers, degré ou de force, une cible déterminée, en façonnant ses perceptions.

C'est un sujet difficile, compte tenu de l'extrême diversité des moyens employés, des ressorts psychologiques mis en jeu (fausses informations, sensibilité émotionnelle...), de l'origine des attaques (directes, ou par des sous-traitants, de l'extérieur ou de l'intérieur de nos frontières)... Les conséquences en sont la déstabilisation de la cohésion nationale, la fragmentation sociale, et/ou la prise de contrôle de domaines industriels ou financiers et de technologies-clés. Ainsi, depuis plus de vingt ans, l'Allemagne à travers l'institut Heinrich Böll et des ONG internationales aura cherché à détruire notre capacité nucléaire pour nous faire adopter le gaz pour la production d'électricité.

Il faudra apprendre à identifier ces moyens pour y résister, à une époque où le défaitisme ambiant obère notre volonté de gagner. Il faudra aussi passer à l'offensive en développant notre influence au service des intérêts de la France, en s'appuyant sur nos points d'excellence et sur un patrimoine construit autour de la primauté de l'Homme.

Nous avons tous été dans nos métiers des guetteurs de la République, il est normal que notre revue joue les lanceurs d'alerte. Soyons clairs : l'enjeu n'est pas seulement technique, il est civilisationnel. L'Europe, berceau des Lumières et des droits de l'Homme, peut encore choisir entre deux futurs : celui d'une civilisation effacée, soumise aux logiques des prédateurs systémiques, ou celui d'une Europe forte de nations souveraines, où la technologie sert l'émancipation pour demeurer libre.

Nous l'avons évoqué au Congrès annuel de l'AASSDN à Granville. Comme les précédents, il avait pour but de nous rassembler, de renforcer notre cohésion et de conforter nos actions au service de la vérité et de l'histoire. Notre privilège est de pouvoir le faire en se référant à l'exemple de nos grands anciens dont deux se sont particulièrement distingués. Jean Deuve, parachuté au Laos en 1945 avant de devenir une des grandes figures du SDECE. Jacques Fille-Lambie, dit Morlanne, patron de la section française de la Force 136 à Calcutta avant de créer en 1946, le Service Action puis les GCMA en Indochine. C'est le héros du film que nous avons réalisé cette année.

La peur étant la réaction devant l'inconnu, notre capacité à déchiffrer l'avenir en s'appuyant sur la connaissance du passé est essentielle pour affronter les incertitudes et les manipulations du futur. C'est la philosophie de toutes nos activités : de l'exposition itinérante aux conférences, du prix du roman d'espionnage aux films sur nos anciens, du site aux manifestations auxquelles participent nos délégations, sans oublier cette revue. La tâche est énorme et tous

Je vous souhaite une bonne lecture et de bonnes vacances pour ceux qui en prennent. ceux qui veulent nous aider sont les bienvenus.

Alain JUILLET
Président AASSDN
Juin 2026

Parution : Juin 2026

Pour télécharger l'extract du numéro 275 (version PDF), [cliquez ICI](#)

Vous souhaitez acheter la revue ? Cette dernière est en vente dans notre boutique.
[Pour y accéder, cliquez ICI](#)

Source image : Couverture de la revue Services Spéciaux de l'AASSDN N°275

[Intelligence artificielle : L'IA de défense désignée comme intérêt essentiel de sécurité pour la nation française](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Souveraineté,Technologies
24 juin 2026



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Paris, le 19 juin 2026

La France désigne l'intelligence artificielle de défense comme intérêt essentiel de sécurité pour la nation

- **Face à la mutation rapide du champ de bataille et dans un contexte d'urgence stratégique nécessitant d'être prêt à un éventuel choc de haute intensité d'ici 2030, la ministre des Armées et des Anciens combattants, Catherine Vautrin, a annoncé aujourd'hui ériger l'intelligence artificielle de défense au rang d'intérêt essentiel de sécurité.**
- **L'Intelligence artificielle (IA) représente pour la France un enjeu crucial de souveraineté et de puissance. Le ministère des Armées et des Anciens combattants doit assurer la maîtrise et la protection intégrales de son cycle de vie, de la phase de conception jusqu'au déploiement opérationnel.**

Lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment de l'Agence ministérielle pour l'IA de défense (AMIAD) tenue à Bruz (35) ce jour, Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants, a marqué un tournant stratégique en désignant l'IA de défense comme un intérêt essentiel de sécurité pour la France.

De la conception algorithmique au déploiement opérationnel, le ministère des Armées et des Anciens combattants doit être souverain dans la conception et l'exploitation de ses systèmes et contrôler les dépendances auxquelles il consent.

Pour disposer de systèmes d'IA de défense performants, il est indispensable de concilier rapidité d'acquisition, accès à la technologie de pointe et recours à des fournisseurs de confiance. Les procédures d'achat public traditionnelles peinent souvent à réunir ces trois exigences simultanément, faute d'une flexibilité suffisante pour répondre à l'urgence et à l'impératif d'innovation.

Pour lever les verrous actuels, la qualification d'intérêt essentiel de sécurité permet d'activer des mécanismes d'acquisition exceptionnels, conformément à ce qui est prévu par le droit européen.

Cette décision reconnaît le rôle central de l'intelligence artificielle au sein des systèmes de défense. L'IA de défense est entendue comme l'intelligence artificielle intégrée à des systèmes permettant l'emploi ou la suppression de la force.

« Cette décision est politique et stratégique », a déclaré la ministre des Armées et des Anciens combattants. « Elle est éminemment concrète. Elle hisse l'intelligence artificielle au même niveau que la dissuasion, le renseignement ou la cryptographie. Elle simplifie nos procédures d'achat public. Elle permettra d'intégrer plus vite de nouveaux acteurs, notamment des start-up prometteuses de l'intelligence artificielle. Elle permettra de passer, lorsque c'est nécessaire, de délais comptés en mois à des délais comptés en semaines. C'est crucial pour la cybersécurité de nos armées. C'est crucial pour le renseignement, pour la conduite des opérations, pour la préparation de nos forces, pour notre capacité à tenir notre rang dans les

ruptures technologiques qui viennent. »

L'AMIAD est chargée de l'opérationnalisation de cette décision. Dans les mois à venir, elle déploiera un ensemble de dispositifs innovants pour accélérer les acquisitions et faire valoir les intérêts spécifiques du ministère.

Source visuel : IA / Laure Fanjeau

[Nomination : L'actuel directeur du renseignement militaire futur prochain CEMAT](#)

Category: 2020-2030,Actualités,DRM,Services français
24 juin 2026



Communiqué de presse du Ministère des Armées des Anciens Combattants

Paris, le 18 juin 2026

Sur proposition de madame Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants, le Président de la République nommera dans quelques jours les nouveaux chefs d'état-major de l'armée de Terre et de la Marine nationale.

Le général de corps d'armée Jacques Langlade de Montgros, actuel directeur du

renseignement militaire, succédera au général d'armée Pierre Schill à la tête de l'armée de Terre et le vice-amiral d'escadre Christophe Cluzel, actuel commandant de la force d'action navale, succédera à l'amiral Nicolas Vaujour à la tête de la Marine nationale.

Ces décisions seront officialisées lors du prochain Conseil des ministres.



Le général de corps d'armée Jacques Langlade de Montgros

Cinq ans après avoir pris les rênes de l'armée de Terre, qu'il a profondément transformée en promouvant le «commandement par intention», le général Pierre Schill s'apprête à passer la main. En effet, dans la soirée du 18 juin, le ministère des Armées a annoncé que le général Jacques Langlade de Montgros allait prochainement lui succéder. Cette décision sera «officialisée lors du prochain Conseil des ministres», a-t-il ajouté.

Admis à l'École spéciale militaire [ESM] de Saint-Cyr Coëtquidan en 1988 [promotion général Deslestraint], le général Langlade de Montgros est issu de l'Arme blindée cavalerie. Affecté au 1er Régiment de Hussards Parachutistes [RHP] de Tarbes en 1992, d'abord en tant que chef de peloton blindé puis en qualité de commando parachutiste, il prend part à plusieurs opérations extérieures, notamment en Bosnie, au Rwanda et au Tchad.

Promu capitaine en 1995, il est muté au 2e Régiment de Dragons qui, alors basé à Laon, était

encore une unité de chars de combat. Après un séjour aux États-Unis pour effectuer l'Armor Advanced Course à Fort Knox, il retrouve le 1er RHP, où il commande le 2e escadron, engagé en Centrafrique, au Tchad et en Bosnie.

En 2000, l'officier rejoint la cellule communication du cabinet du chef d'état-major des armées [CEMA]. Promu chef d'escadrons l'année suivante, il sert en Afghanistan, en 2002, avant d'être admis à suivre les cours de l'École de guerre pendant deux ans.

De nouveau affecté au 1er RHP pour assurer la fonction de chef du bureau opérations/instruction. Promu lieutenant-colonel, il est de nouveau engagé en Afghanistan en 2006 avant de retrouver l'État-major des armées [EMA] pour s'occuper des contrats opérationnels au sein de la division emploi.

Devenu colonel en 2008, alors qu'il était au cabinet du ministre de la Défense, il est nommé chef de corps du 1er RHP deux ans plus tard. Chargé du pilotage stratégique et de la transformation des armées à l'EMA à l'issue de son temps de commandement, il est auditeur du Centre des Hautes Études Militaires [CHEM] et de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale [IHEDN] entre 2014 et 2015.

Chef du bureau renseignement [J2] du Centre de Planification et de Conduite des Opérations [CPCO] jusqu'en 2017, il rejoint la cellule opérations-relations internationales du cabinet du ministre des Armées. Il y gagne ses étoiles de général de brigade et le commandement de la 11e Brigade Parachutiste [BP].

En 2021, le général Langlade de Montgros est nommé à la tête de la mission de l'Union européenne en Centrafrique [EUTM RCA] puis à l'Inspection de l'armée de Terre. Pas pour longtemps car, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, il est désigné pour commander la Direction du renseignement militaire [DRM]. Poste qu'il occupe encore actuellement.

Originaire de Seine-Maritime, marié et père de sept enfants, le général Langlade de Montgros est officier de la Légion d'Honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite et titulaire de deux citations.

Source photo : Ministère des Armées

Mémoire : L'histoire méconnue de Marc Bloch

Category: 1ère Guerre Mondiale (1914-1918),Actualités,Mémoire vivante,Renseignement
24 juin 2026



[Série] Mémoire du renseignement militaire – Marc Bloch © DRM

**Mémoire du renseignement militaire, épisode 15 :
Marc Bloch, officier de renseignement dans les tranchées, l'histoire méconnue**

Ils ont marqué l'histoire du renseignement. Nous ouvrons leur dossier militaire. Le 16 juin 1944, Marc Bloch est exécuté avec 29 de ses camarades. Le 23 juin 2026, il entrera au Panthéon. Historien majeur, cofondateur des Annales, résistant, l'auteur de *L'Étrange Défaite* fut aussi officier de renseignement au 72^e régiment d'infanterie durant la Grande Guerre.

À l'été 1940, la France s'effondre. Démobilisé, Marc Bloch rédige à chaud *L'Étrange Défaite*, ouvrage dans lequel il analyse les causes de la débâcle. Il y fustige notamment l'action du renseignement militaire. Pour comprendre la sévérité de son jugement, il faut revenir vingt-cinq ans plus tôt : Bloch arpentait alors les tranchées de la Grande Guerre comme officier de renseignement.



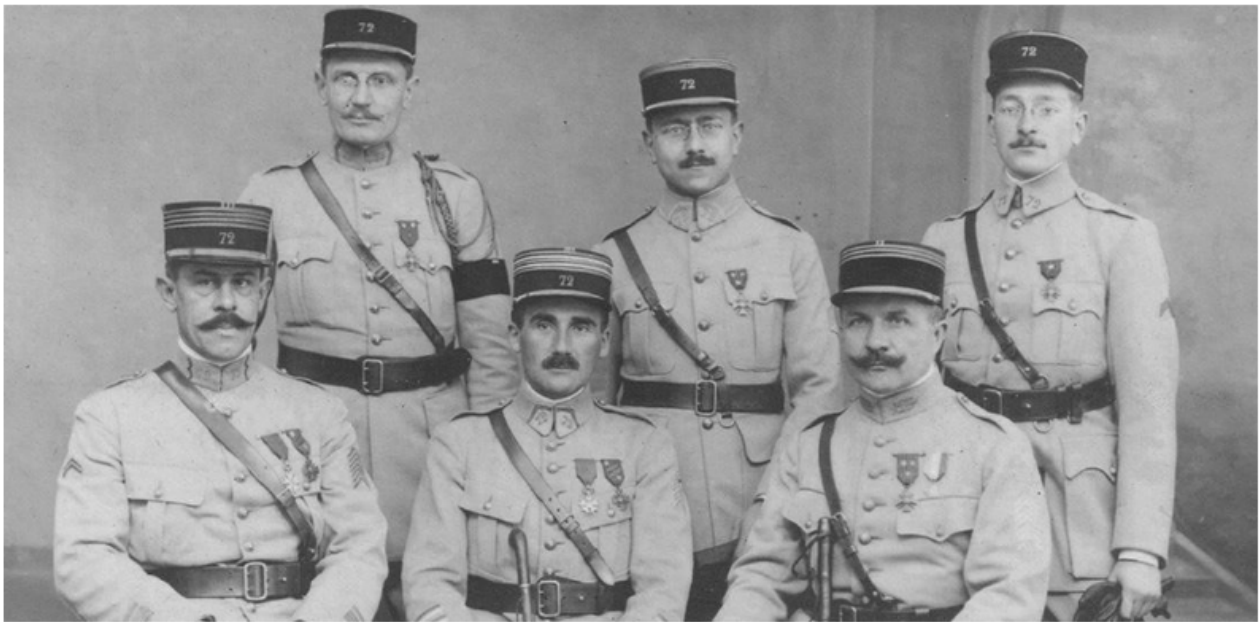
Marc Bloch, en 1914 © Archives familiales Marc Bloch

Un renseignement recueilli directement sur le champ de bataille

Né en 1886 à Lyon dans une famille alsacienne de confession juive, Marc Bloch est professeur au lycée d'Amiens lorsque la guerre éclate en août 1914. Il est affecté au 272^e régiment d'infanterie (RI) avant de rejoindre le 72^e RI en juin 1915, au grade d'adjudant. « *Ses qualités attirent l'attention du commandement. Brillant, volontaire et surtout polyglotte, il parle couramment l'allemand et l'anglais. D'abord chef de section, Bloch est affecté au service de renseignements du régiment (SRR) à partir de 1916* », explique le lieutenant-colonel Ivan Cadeau, docteur en histoire et chef de la section « opérations et renseignements » au Service

historique de la Défense (SHD).

Dès la fin de l'année 1914, la guerre de position s'installe : le front se fige, les tranchées se généralisent. « *La cavalerie, qui assurait traditionnellement une partie du recueil d'informations sur l'ennemi, ne peut plus remplir ce rôle. Résultat, le commandement est aveugle. Il faut donc inventer d'autres moyens pour savoir ce qui se passe en face* », précise l'historien. Apparus pendant le conflit, les SRR alimentent les 2^e Bureaux **[1]** des divisions et des corps d'armée en renseignement tactique, recueilli directement sur le champ de bataille. Deux sources dominant alors : l'observation et l'interrogatoire des prisonniers capturés par le régiment ou des déserteurs passés dans son secteur.



Marc Bloch en 1917 (debout, au centre) © Archives familiales Marc Bloch

Observer le front et faire parler l'ennemi

« *Faute d'une véritable culture du renseignement dans l'armée de l'époque, les militaires ne savent pas toujours quels indices relever* », souligne le lieutenant-colonel Cadeau. « *La formation d'historien de Bloch est ici un atout : il sait distinguer, classer, comparer, synthétiser. Au SRR, il exploite les signalements transmis par les postes d'observation avancés, ces "sonnettes" disséminées sur le front* », poursuit-il. Au SRR, Bloch est également chargé d'interroger les prisonniers et les déserteurs. Sa maîtrise de l'allemand devient un avantage décisif. Mais l'exercice ne s'improvise pas. « *L'interrogatoire est codifié et strictement encadré. Dès l'arrivée des prisonniers, il les trie par catégorie : officiers, sous-officiers, militaires du rang. Son rôle est d'identifier l'homme, son unité, son secteur d'origine* », indique le lieutenant-colonel Cadeau. L'interrogatoire se double de l'exploitation des effets personnels du prisonnier, selon un ordre précis : « *Plaque d'identité d'abord, puis pattes d'épaule, soutaches **[2]**, passepoils, boutons de tunique ou de capote. Viennent ensuite les armes, vêtements, équipements, documents saisis* », liste-t-il. Neuf fois sur dix, les indices recueillis se répètent. Mais c'est justement la dixième fois qui compte : « *L'apparition d'une unité nouvelle, par exemple, peut annoncer une offensive. Dans le renseignement, les petits ruisseaux font souvent les grandes rivières.* » Le prisonnier est ensuite envoyé vers l'échelon supérieur, à

l'arrière.

Cette affectation au SRR ne le tient pas pour autant à distance du front. « *Ce n'est pas un officier de bureau. Il parcourt les tranchées, assure des liaisons physiques entre les unités, circule dans les boyaux et les abris. Comme tout fantassin, il est exposé* », signale l'historien. Ses états de service, conservés au SHD au château de Vincennes, en témoignent : quatre citations, une par an à partir de 1915, saluent son intelligence, son courage et son sang-froid.



arc Bloch en uniforme du 72e RI et portant la Croix de guerre qu'il a reçue en juin 1918 © DR

1940 : l'amertume de Bloch envers le 2^e Bureau

En 1939, à 53 ans et père de six enfants, Marc Bloch pourrait rester à l'écart. Pourtant, il demande à servir. Rappelé dès le 26 août, il est affecté à Strasbourg, où il participe à l'organisation de la mobilisation. Une fois celle-ci achevée, il tente de rejoindre le 2^e Bureau, où ses compétences pourraient être utiles. Mais les postes sont déjà pourvus. Bloch intègre le

4^e Bureau, responsable des transports et de la logistique, au parc des essences n° 1 de la 1^{re} armée. Depuis ce poste, il observe la machine militaire dont il livrera une analyse sévère dans *L'Étrange Défaite*. Mais pour le lieutenant-colonel Cadeau, ce témoignage doit être replacé dans son contexte : « *Bloch a travaillé dans un service logistique, connu pour ses pesanteurs administratives, ses circuits de décision et ses difficultés d'exécution. Il a aussi assisté aux rivalités internes.* » Et si le Bloch de 1940 est aussi critique envers le 2^e Bureau, c'est peut-être parce qu'il a connu, en 1914-1918, « l'âge d'or » du renseignement militaire français. « *D'autres officiers, comme le général Navarre, ancien responsable du Service de renseignement et de la Section allemande, ont porté un regard plus favorable sur le 2B. Celui-ci a souvent correctement analysé les intentions et les capacités de l'adversaire* », décrypte-t-il.

Touché par le statut des Juifs d'octobre 1940, Marc Bloch est exclu de la fonction publique. Relevé de cette mesure en janvier 1941 pour services exceptionnels rendus à la France, il est affecté à Montpellier en juillet. Après l'invasion de la zone sud en 1942, il rejoint la Résistance au sein de Franc-Tireur. « *Jugé trop âgé, sa candidature ne suscite pas l'enthousiasme. Mais il prouve sa valeur et prend des responsabilités. Il participe aux réunions organisées par Jean Moulin, puis devient, en juillet 1943, l'un des trois membres du directoire régional des Mouvements unis de Résistance* », commente le lieutenant-colonel Cadeau. Le 8 mars 1944, la Gestapo l'arrête à Lyon. Torturé, emprisonné à Montluc, il est exécuté le 16 juin 1944 avec 29 de ses camarades.

Propos du Lieutenant-colonel Ivan CADEAU,
Docteur en histoire
Chef de la section « opérations et renseignements »
au Service historique de la Défense (SHD)
[Direction du Renseignement Militaire](#)
Mardi 16 juin 2026

- [1]** Structures qui pilotent les actions de renseignement des forces armées
- [2]** Ornement sur l'uniforme militaire



Portrait de Marc Bloch © Roger Viollet / Albert Harlingue

Granville, nid d'espions ? Retour en image sur le congrès AASSDN avec France 3 Normandie

Category: Actualités
24 juin 2026



Revivez le Congrès national annuel de l'AASSDN qui s'est déroulé à Granville du 2 au 4 juin 2026, à travers l'oeil du journaliste de France 3 Normandie qui s'est "infiltré" dans cet événement

[Histoire : Bataillons d'Afrique ou « Aller à Tataouine »](#)

Category: 1ère Guerre Mondiale (1914-1918),Afrique,Europe de l'Ouest,Mémoire vivante
24 juin 2026



« Le rôle joué pendant la Grande Guerre par les indigènes algériens a été grand, leur sang s'est mêlé au sang français sur tous les champs de bataille, leur acquérant des droits légitimes par des sacrifices communs... ». (Baron de Feuchins « Rapport sur le bilan des pertes » (1924)).

Lors du dernier repas de l'Assemblée Générale d'une association de réservistes, je me trouvais à la table d'un type sympathique, ingénieur en retraite et commandant de réserve (h) de l'Armée de l'Air. Mais j'ai senti chez lui une sensibilité de gauche quand, alors que nous parlions de la grande boucherie de 14-18, il m'a servi le sempiternel couplet de repentance à l'égard de nos anciens colonisés. Sa sentence était sans appel : « On pas nier que nos troupes africaines ont servi de « chair à canon » pendant la Grande Guerre ». Et il a ajouté, sûr de son fait, que « les Bataillons d'Afrique ont donné d'excellents soldats ». Depuis que la France culpabilise sur son passé colonial, j'ai entendu cent fois ce discours qui voudrait que ces « salauds de Blancs » aient utilisé les troupes indigènes comme « chair à canon » en 14-18. Or c'est inexact ou, pour le moins, très exagéré ! Et dans un pays qui ne connaît pas son histoire, on confond souvent l'Armée d'Afrique et les Bataillons d'Afrique, les fameux « Bat'd'Af ». Aussi, je crois utile, régulièrement, de remettre les pendules à l'heure.

À l'époque coloniale, nos forces étaient réparties en trois ensembles: l'Armée métropolitaine, les troupes coloniales et l'Armée d'Afrique qui dépendaient d'un même état-major général.

Dans la terminologie militaire, les troupes coloniales désignaient les troupes « indigènes », hors Afrique du Nord, et métropolitaines : les anciennes formations de marine (« Marsouins » pour l'infanterie et « Bigors » pour l'artillerie), qui fusionnent, en 1900, pour former l'« Armée coloniale » (ou « la Coloniale »). Ces troupes se distinguent donc des troupes d'Afrique du Nord « indigènes » (Tirailleurs, Spahis) et européennes (Zouaves, Chasseurs d'Afrique, Légion Étrangère), qui forment l'Armée d'Afrique (19ème Corps d'Armée) et provenaient

essentiellement d'Algérie.

Certains régiments, mixtes, regroupaient des chrétiens, des juifs et des musulmans, comme les unités de Zouaves ou de Tirailleurs. On estime que l'Empire a fourni, en quatre années de guerre, entre 550.000 et 600.000 « indigènes » à la mère-patrie, dont 450.000 vinrent combattre en Europe. 270.000 mobilisés, dont 190.000 combattants, étaient des Maghrébins, 180 000 mobilisés, dont 134.000 combattants, étaient des « Sénégalais » (1). Les autres troupes venaient de tout l'Empire : Madagascar, Indochine, Océanie, etc... **Les « indigènes » ont représenté 7% des 8.410.000 mobilisés de l'Armée française**, affectés majoritairement dans les régiments de Tirailleurs. La proportion de Français blancs au sein des régiments de Tirailleurs nord-africains était d'environ 20 %. Un peu moins dans les bataillons de « Sénégalais ». En 1918, à la fin de la guerre, notre Armée disposait de cent divisions dont six divisions composées de troupes de l'Armée d'Afrique et sept divisions de troupes de l'Armée coloniale. La moitié des effectifs de ces treize divisions étant d'origine métropolitaine.

Si ces effectifs peuvent sembler relativement faibles, les troupes « indigènes » comptent à leur actif bon nombre de faits d'armes glorieux et leur rôle ne saurait être sous-estimé. Leur apport a été très important dans les semaines décisives de septembre 1914, lors de la bataille de la Marne. Si quelques cas de panique furent signalés lors des toutes premières semaines de combats (comme dans d'autres unités issues de métropole), par la suite, elles se montreront à l'égale des meilleurs.

Durant la Grande Guerre, le nombre de tués de nos troupes « indigènes » est estimé à plus de 70.000 : 36.000 Maghrébins et 30.000 « Sénégalais » : chiffres à rapprocher des 1.500.000 tués de la Grande Guerre. Les monuments aux morts des villes et villages français sont là pour nous rappeler que la grande boucherie de 14-18 aura été, hélas, assez « égalitaire ». Les combattants de notre Empire y ont eu leur part...comme les autres, ni plus, ni moins.

Disons maintenant un mot des Bataillons d'Afrique: les « Bat'd'Af ».

Les Bataillons d'Infanterie Légère d'Afrique (BILA), plus connus sous les surnoms de « Bat'd'Af » ou de « Joyeux », étaient des unités qui relevaient, effectivement, de l'Armée d'Afrique.

L'Infanterie Légère d'Afrique, après un projet avorté en 1831, a été créée en juin 1832 pour recycler les soldats condamnés par la justice militaire.

Elle n'était pas une formation disciplinaire au sens strict du terme, mais il est indéniable qu'il y régnait une discipline plus rugueuse que dans les régiments d'infanterie classiques. On y incorporait des soldats au casier judiciaire chargé, puis à la fin du 19^e siècle, des voyous, des petits truands, des proxénètes. Ils relevaient de 54 catégories judiciaires différentes, allant du simple délit à la tentative de meurtre. Basées en Afrique du Nord (Algérie, Tunisie et Maroc), « à Biribi », nom générique pour désigner leur cantonnement, ces unités constituaient l'instrument répressif de l'Armée française : destinées à mater les fortes têtes, elles étaient conçues pour « redresser ceux qui ont failli ».

L'expression « aller à Tataouine » vient des « Bat'd'Af », ce nom désigne un de leurs camps situé dans le sud tunisien (2). Les « Joyeux » avaient leurs traditions : le tatouage « Marche ou Crève » sur une jambe, et parfois, sur un bras « Né sous l'étoile du malheur, mort sous l'étoile du bonheur », en hommage à leur fétiche, « l'étoile du bazar ». À leur retour à la vie civile,

c'est grâce à leurs tatouages qu'ils étaient craints et respectés dans le milieu de la pègre. Une autre particularité des « Bat'd'Af » : l'homosexualité dans leurs rangs (héritée des passages en prison).

En 1914, à la déclaration de la guerre, les effectifs restent en garnison en Afrique du Nord afin d'y assurer le maintien de l'ordre. On a formé pour la durée de la guerre, et par prélèvement dans les 5 BILA, trois Bataillons de Marche d'Infanterie Légère d'Afrique (BMILA), qui ont été engagés en métropole où ils se sont distingués : les 1^{er}, 2^e et 3^e BMILA.

Le chant de marche des « Bat'd'Af » - « *Le bataillonnaire* » (3) - a été modifié et repris plus tard, pendant la guerre d'Algérie, par les régiments parachutistes (4).

Sur le sort des bataillonnaires, citons André Nolat qui écrit en argot (5) :

« *...Plus bas dans ces enfers, il y avait les travaux publics. Les Trav's. Le bagne militaire. Pour ceux qui avaient commis un délit sous les drapeaux, aux Bat'd'Af ou ailleurs, pour les déserteurs, pour les insoumis...C'était Biribi avec ses compagnies de discipline, ses « maisons-mères » en Afrique du Nord : Dar-Bel-Hamrit, Bossuet au sud d'Oran, Douéra, Bougie, Téboursouk... Aux Trav's, des soldats punis, pègres ou non. Les Trav's, c'était pas du nougat... Crânes rasés, capotes grises...Fallait marcher bécif, tracer des routes, porter des pierres. Sous le soleil roi, le soleil lion, le soleil assassin. Le cagnard, luisant comme un dinar d'or rouge, qui plie les genoux des plus courageux. Et de la ler dumé(6) a becter. Par terre souvent... ou mêlée à des poignées de sel. Et les chaouchs. Pour la plupart des tocards féroces et provocants. Des pionnards, des fondus ; Peu d'hommes en réchappaient. On y mourrait. On y virait louf. Celui qui décarrait à peu près d'aplomb des Trav's devenait souvent un vrai cador...Faut pas le nier, parmi ces détenus, il y avait des salauds, des ordures, des monstres. Mais pas tant que ça. Le gros des bataillons, c'était de pauvres mômes, des enfants du malheur, désespérés, qu'une société pourrissante...que l'abandon, l'absence de familles, avait brisé ou métamorphosé en fauves. Des petits qui allèrent à la viande avec rage. Des grands tels Paul Carbone qui fut roi de Marseille et Jo Attia roi du non-lieu. Des hors-la-loi mais des seigneurs loin des crapules d'aujourd'hui, sanglants épiciers de la schnouf. Des hommes qui avaient tout de même une certaine mentalité... »*

Pour être franc, ce romantisme de la canaille ou de la racaille ne m'inspire que du mépris, pas la moindre pitié. Les « Bat'd'Af », définitivement supprimés en 1972, auront eu plusieurs fonctions salutaires.

Primo - apprendre à des voyous, des petites frappes, des maquereaux, à se réinsérer en travaillant ;

secundo - protéger la société en internant des truands loin de la métropole ; tertio - leur faire payer leur dette en cassant des cailloux, ce qui n'encourage pas à la récidive. Je ne m'étendrais pas sur les raisons de la montée en puissance des vols, crimes et délits, mais une chose est certaine : ce n'est pas en faisant un simple « rappel à la loi », pas même en infligeant une amende qui ne sera jamais payée (ou une peine de prison assortie du sursis) à un jeune multirécidiviste qu'on lui enlèvera l'envie de recommencer. Notre Code pénal n'a pas besoin d'être revu, il suffirait que les juges - qui se prennent trop souvent pour des justiciers - appliquent les peines prévues par nos lois.

Les BILA étaient composés en grande majorité de soldats blancs de souche européenne donc ce n'est pas dans ces unités, pas plus que dans d'autres d'ailleurs, qu'on a utilisé des basanés comme « chair à canon ». Nos Tirailleurs, Tabors, Goumiers, nos troupes indigènes dans leur

ensemble ont fourni de bons soldats, c'est indéniable, mais ce n'est pas une raison pour raconter n'importe quoi.

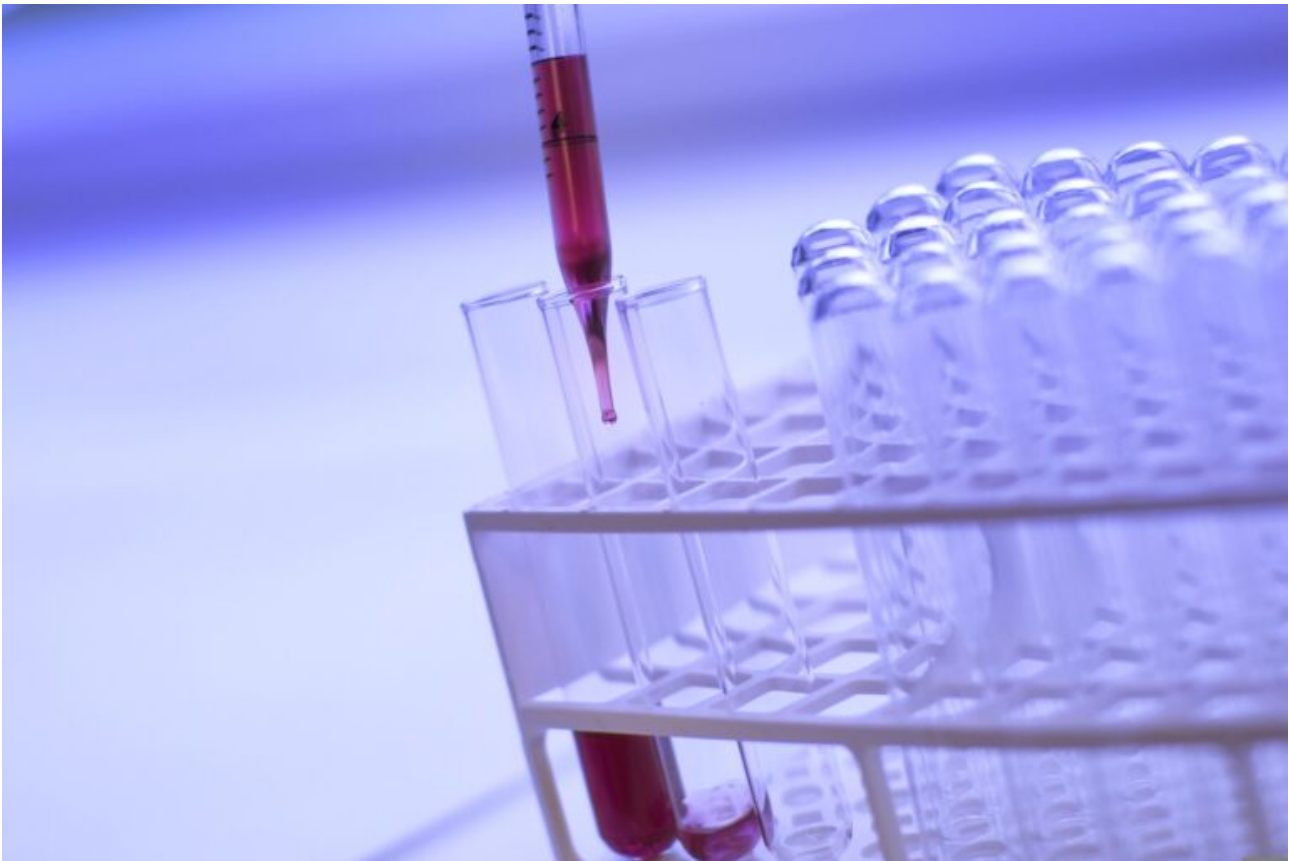
En conclusion, je me demande si, compte tenu de l'augmentation de la délinquance - petite, moyenne ou criminelle - dans notre pays, il ne faudra pas, recréer les Bataillons d'Afrique.

Eric de VERDELHAN

- 1) - En fait ce terme englobait toutes les troupes noires d'Afrique.
- 2) - J'ai eu l'occasion, il y a bien longtemps, de visiter l'ancienne garnison de « Bat'd'Af », à Tataouine, dans le sud tunisien.
- 3) - « En passant par la portière » (« Il est là-bas en Algérie... »). Ceux qui ont eu le privilège de servir chez les paras connaissent ce chant.
- 4) - Chanson que certains auteurs attribuent à Aristide Bruant, ce qui est inexact : Bruant a écrit « Au Bat'd'Af » qui n'est pas le chant de marche des BILA.5) — « Les Bat'd'Af et les Travaux » d'André Nolat.
- 6) - Lire « de la merde à becter ».

Le naufrage de l'enseignement scientifique et technique compromet l'avenir de la France

Category: 2020-2030,Actualités
24 juin 2026



Tribune de Yves Bréchet, physicien et membre de l'Académie des sciences, et de Joachim Le Floch-Imad, directeur de la Fondation *Res Publica*, publiée dans *Le Figaro* du vendredi 5 juin 2026.

S'il fallait une preuve supplémentaire de la chute libre du niveau scolaire des jeunes Français, une note publiée fin avril par la Direction de l'évaluation du ministère de l'Éducation nationale est venue la fournir. Elle établit que les résultats en sciences – physique-chimie, SVT et technologie – des élèves de troisième n'ont cessé de se dégrader depuis 2013. Ces chiffres s'ajoutent aux constats alarmants en mathématiques issus des évaluations nationales, qui montrent qu'un collégien sur deux ne maîtrise pas les automatismes élémentaires. L'étude Pisa révèle, pour sa part, qu'en vingt ans, le niveau en mathématiques des élèves de 15 ans a chuté de l'équivalent d'une année scolaire. Quant à TIMSS, elle classe les élèves français de CM1 derniers de l'Union européenne et, à l'échelle mondiale, derrière l'Azerbaïdjan et l'Albanie.

Bien sûr, des personnalités de tous horizons ont déjà alerté sur un sujet d'une gravité singulière dans un pays qui, jadis, tirait orgueil de voir la foule se presser au Panthéon pour contempler le pendule de Foucault démontrer la rotation de la Terre, tandis que la presse en faisait un événement national.

Des professeurs, des essayistes et des responsables politiques – avant d'arriver au pouvoir ou après l'avoir quitté – ont sonné le tocsin.

Des mathématiciens ont fait part de leur inquiétude, et l'ont parfois payé cher, à l'image du médaillé *Fields* Laurent Lafforgue, contraint de démissionner du Haut Conseil de l'éducation pour avoir dénoncé les responsabilités de la « Nomenklatura de l'Éducation nationale ».

De grands capitaines d'industrie sont montés au créneau : Louis Gallois, Patrice Caine, ainsi que le directeur général de Safran, Olivier Andriès.

Ces avertissements sont restés sans effet, si bien que la « crise de l'école », que notre classe dirigeante regarde avec indifférence, voire complaisance, s'est poursuivie à bas bruit, à la faveur d'un processus protéiforme : recul de l'exigence intellectuelle et de l'idéal méritocratique ; affaissement d'un corps social où l'amour des sciences a presque disparu ; pédagogies contestables et réformes délétères ; mépris de la technocratie ministérielle pour le corps enseignant ; mais aussi niveau insuffisant en mathématiques et en sciences d'une partie de celui-ci, la formation initiale n'en garantissant plus toujours la maîtrise et la formation continue ne parvenant pas à combler des lacunes qui conduisent certains instituteurs à les enseigner avec appréhension.

Une évidence s'impose : le naufrage de l'enseignement scientifique et technique compromet l'avenir de la nation en tout domaine.

Du point de vue, d'abord, de notre indispensable réindustrialisation, qui suppose que l'on forme davantage d'ouvriers qualifiés, de techniciens et d'ingénieurs - 100 000 de plus par an d'ici à 2035 selon l'Institut Montaigne - et que l'entrée sur le marché du travail soit plus précoce, ne serait-ce que pour augmenter le taux d'emploi des moins de 25 ans, inférieur de 20 % à celui de l'Allemagne.

Du point de vue, ensuite, de la place future de la France dans la compétition internationale. Du rapport « *Science : the Endless Frontier* » publié en 1944 par Vannevar Bush aux travaux des économistes Eric Hanushek et Ludger Woessmann - selon lesquels 25 points supplémentaires à Pisa en mathématiques représenteraient, à l'horizon 2100, 30 % de PIB en plus -, tout montre que la prospérité, la productivité et l'innovation d'une nation dépendent de la qualité de son système éducatif.

Faut-il rappeler, enfin, l'importance des sciences et des mathématiques dans la formation de l'esprit critique et le développement de l'autonomie du jugement, socle sur lequel repose notre conception de la citoyenneté et de la souveraineté populaire ?

Aussi sombre que soit ce diagnostic, rien ne justifie de céder à la résignation. Des solutions existent pour réindustrialiser le pays, relever le défi écologique et orienter efficacement les jeunes vers des métiers plus conformes à leurs talents et aspirations que ceux auxquels peuvent conduire de longues études généralistes. Elles supposent néanmoins un virage à 180 degrés.

C'est d'abord l'image sociale dégradée des sciences qu'il faut restaurer afin d'en faire connaître la richesse et de susciter des vocations, en s'inspirant par exemple des ressources proposées et des actions menées dans les écoles par des initiatives comme MathAData ou « La main à la pâte », redécouverte merveilleuse de la leçon de choses.

Comme le défend de longue date la Fondation Res Publica, l'Éducation nationale doit en outre renouer avec l'esprit des écoles normales d'instituteurs, où les savoirs disciplinaires occupaient une place centrale dans la formation des maîtres et où les scientifiques considéraient comme un devoir d'être impliqués, ce que nous rappelle le Dictionnaire de pédagogie de Ferdinand Buisson.

Dans le secondaire, il faut fléchir davantage les jeunes Français vers les filières qui permettent de faire et d'agir sur le monde. Cela implique de revenir sur le dogme du collège unique au profit d'un collège modulaire, permettant à ceux qui le souhaitent une pré-orientation plus précoce vers la voie technique et l'apprentissage. La Suisse et l'Allemagne offrent à cet égard un modèle.

Qu'attendons-nous, en outre, pour refaire de la recherche une priorité nationale, du point de

vue des investissements consentis comme de son articulation avec les logiques productives, et pour repenser en profondeur l'enseignement supérieur, où 36 % des étudiants obtiennent leur licence en trois ans, contre 69 % au Royaume-Uni ? Puisque, comme le disait Georges Pompidou, « *si l'université n'organise pas la sélection, la vie s'en chargera* », une telle réforme exige une sélection plus rigoureuse à l'entrée, afin d'enrayer l'explosion des inscriptions et la dévaluation des diplômes - rupture qui gagnerait à aller de pair avec la création d'un « chèque formation », utilisable tout au long du parcours professionnel, pour (re)venir à l'université, actualiser ses compétences ou aider à se reconvertir. Elle suppose aussi un rééquilibrage des effectifs au profit des filières scientifiques, au détriment des sciences humaines saturées, où le risque de chômage à l'issue des études est deux fois plus élevé - paradoxe accablant pour le pays européen où le chômage des jeunes a justement le plus progressé l'an dernier.

Une telle feuille de route, non exhaustive, dessine, au-delà des demi-mesures palliatives, une refondation d'ensemble de notre système éducatif. Le chantier est immense. Il exige, face aux résistances politiques, administratives, syndicales et culturelles que l'on devine aisément, de la volonté, de la méthode et un cap clair, soit précisément ce qui fait défaut depuis des décennies. Mais c'est à ce prix que l'on pourra mettre fin à l'effondrement de l'enseignement scientifique et technique et relever les défis du XXI^e siècle. Faute de quoi, le déclassement de la France se poursuivra et nous ne serons plus que les spectateurs d'un avenir qui s'écrira sans nous.

Yves BRECHET et Joachim LE FLOCH-IMAD

Le Figaro

5 juin 2026

Source photo bandeau : Pixabay

[Arrangement de Narvik : vers des opérations nucléaires françaises en Arctique ?](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,Union Européenne
24 juin 2026



Rafale B et C de l'Armée Française

Moins de trois mois après le discours de l'île Longue du 2 mars 2026, dans lequel le président français a présenté le concept de dissuasion avancée impliquant huit États européens, l'initiative continue de convaincre des partenaires majeurs, avec l'entrée de la Norvège *via* l'Arrangement de Narvik, signé avec Paris le 27 mai 2026.

La dissuasion avancée est régulièrement présentée comme améliorant la résilience des forces stratégiques françaises par la dispersion sur une zone plus vaste que le seul territoire métropolitain.

Mais plus qu'une survivabilité accrue, c'est avant tout une porte d'accès à l'Arctique que pourrait offrir la Norvège aux Forces aériennes stratégiques (FAS).

En effet, l'arrivée d'Oslo dans l'initiative pourrait permettre de « désenclaver » la zone sur laquelle pourront évoluer les Rafale B des FAS. Si la Suède possède un vaste territoire permettant une dispersion des moyens sur de multiples terrains d'aviation, y compris sommaires, le pays est bordé au Nord, à l'Est et à l'Ouest par la Finlande et par la Norvège. Ainsi, seule une sortie par la mer Baltique était possible, sauf à violer l'espace aérien des pays limitrophes, tandis que le seul accès au territoire russe pouvait se faire *via* l'étroit golfe de Finlande, par lequel transitent régulièrement les appareils russes en route vers Kaliningrad.

Cette contrainte majeure est désormais levée puisque des appareils français déployés en Suède, mais également en Norvège, pourront sortir vers le Nord et ainsi avoir accès à un vaste ensemble de sites stratégiques russes, avec deux atouts majeurs : une plus grande réactivité, mais surtout une allonge bien plus importante.

La (presque) fin de la tyrannie des distances

De nombreuses cibles - principalement militaires - hautement stratégiques pour Moscou sont localisées dans le Nord-Ouest du pays. On peut par exemple citer :

- Mourmansk et ses environs, accueillant la Flotte du Nord et ses sous-marins stratégiques ;
- la base navale et le chantier naval militaire de Severodvinsk ;
- le cosmodrome de Plesetsk, d'où sont lancés la très grande majorité des satellites militaires russes et qui est l'un des principaux sites d'essais pour les armements stratégiques ;
- plusieurs radars d'alerte avancée antiaérienne et antimissiles nécessaires à la défense du territoire russe contre une attaque nucléaire états-unienne ;
- ou encore la base aérienne d'Olenia, qui accueille de nombreux appareils, dont des bombardiers stratégiques.

Théoriquement, ces sites étaient d'ores et déjà atteignables par un raid nucléaire décollant depuis le territoire français. Cela nécessitait cependant au minimum un transit de plus de 2 000 km en traversant l'espace aérien de plusieurs États souverains. Un contour par la mer du Nord pouvait permettre d'éviter ces survols, au prix d'un allongement parfois important du transit.

Prépositionner des Rafale B des FAS au-delà du Cercle Polaire en Norvège ou en Suède raccourcirait drastiquement ce transit. Ainsi, un Rafale B décollant, par exemple, de la base aérienne norvégienne de Bardufoss n'aurait que quelques centaines de kilomètres à parcourir avant d'atteindre le point de tir de son missile de croisière supersonique à charge nucléaire ASMPA-R ciblant Mourmansk - dont la portée lui permet par ailleurs d'être tiré depuis l'intérieur de l'espace aérien norvégien. D'autres bases de desserrement encore plus proches sont également possibles. Outre un préavis extrêmement faible pour l'adversaire, cela permettrait également d'effectuer une mission sans ravitaillement en vol, diminuant significativement l'empreinte logistique du raid, donc sa visibilité.



Carte représentant les différents aérodrômes militaires sur la péninsule scandinave ainsi que des exemples de cibles potentielles pour un raid nucléaire aéroporté. La ligne jaune représente le rayon franchissable théorique (5 000 km) maximal d'un raid depuis la base aérienne de Saint-Dizier dans l'Est de la France, tandis que la ligne rouge correspond à celui depuis la base aérienne norvégienne de Bardufoss. Source du fond de carte : Google Earth.

De multiples possibilités pour l'avertissement nucléaire

Outre ces sites hautement stratégiques, dont la destruction relèverait d'une possible atteinte aux intérêts vitaux russes et qui sont donc peu adaptés à une frappe d'avertissement, le Grand Nord russe regroupe un panel de cibles potentielles pour cet élément fondamental de la doctrine nucléaire française.

Action unique et non renouvelable, le tir d'avertissement est destiné à démontrer la détermination de la France, et au travers elle de ses alliés, à défendre ses intérêts vitaux, y compris au moyen d'armes nucléaires. Il nécessite un choix de cibles particulièrement calibré, puisque tirer sur une cible anodine pourrait montrer une hésitation des autorités françaises, signe potentiel de faiblesse, tandis que la destruction d'une cible trop stratégique ou causant de graves dommages collatéraux pourrait entraîner une sur-escalade dévastatrice.

Or, un grand nombre de cibles isolées sont localisées dans l'Arctique russe, avec des risques de dommages collatéraux limités mais une importance économique, militaire ou politique significative pour Moscou, comme de nombreux sites liés à l'industrie pétrolière ou gazière, ou encore des sites militaires en Nouvelle-Zemble ou sur l'Archipel François-Joseph.

Un tir sur le principal site d'essais nucléaires russe aurait par exemple un fort effet symbolique sans pour autant avoir d'importantes conséquences stratégiques à court terme. Il s'agirait par

ailleurs d'une cible relativement aisée d'un point de vue opérationnel pour un raid décollant de Norvège ou de Suède, avec un transit d'environ 1 000 km uniquement au-dessus de la mer de Barents, avec pour seul adversaire la chasse russe ne pouvant être soutenue par la défense sol-air en raison de l'éloignement des côtes. On notera par ailleurs que la participation de chasseurs furtifs F-35A norvégiens ou de GRIPEN-E suédois en tant qu'escorte du raid faciliterait encore plus ce type d'action.

L'Extrême-Orient à portée du raid

Si la participation de la Norvège à l'initiative facilitera grandement l'atteinte des cibles dans le Nord-Ouest de l'Arctique, nombre d'entre elles étaient déjà atteignables par un raid nucléaire décollant du territoire français. Les FAS avaient en effet déjà démontré leur capacité à se projeter sur plus de 9 000 km en un vol sans escale, incluant une phase de pénétration très basse altitude / très haute vitesse.

Cette allonge considérable, permise par plusieurs ravitaillements en vol, rapportée à un départ depuis le Grand Nord ouvre la voie au ciblage de sites stratégiques en Extrême-Orient russe, jusque-là inatteignables par un raid français.

Alors que les États-Unis restent l'adversaire systémique de la Russie, Moscou craint une attaque surprise désarmante et a construit en conséquence un réseau de bases en Arctique visant à détecter et si possible à contrer une telle action hostile. La plupart de ces bases se retrouvent désormais à portée des Rafale B des FAS, y compris, théoriquement, l'aérodrome militaire d'Anadyr-Ugolny, point d'appui le plus oriental du dispositif russe dans l'Arctique. Or, en cas d'échange nucléaire, les forces stratégiques françaises, et possiblement britanniques, seraient à même d'infliger des dégâts colossaux à la Russie, la rendant vulnérable à une action prédatrice d'une autre puissance nucléaire, même en cas de victoire à la Pyrrhus sur Paris.

Cette agression d'opportunité serait d'autant plus facilitée par la neutralisation du réseau d'alerte avancée protégeant le flanc Nord de la Russie. Ainsi, la possibilité de prépositionner les FAS dans le Nord de la Suède ou de la Norvège fait peser une épée de Damoclès sur plusieurs de ces bases jusqu'à présent hors d'atteinte du raid et justifiant difficilement l'allocation d'un missile balistique M51. L'ouverture de ce domaine d'évolution en Arctique augmente donc les risques de dommages inacceptables encourus par la Russie, en raison d'une plus grande vulnérabilité à une seconde attaque par un acteur tiers, augmentant par conséquent un peu plus le pouvoir dissuasif de l'arsenal français.

En attendant la participation de la Finlande...

Dans la foulée de la signature des accords de Narvik, la Finlande a annoncé évaluer l'intérêt de la dissuasion nucléaire française, en complément de celle de l'OTAN. En cas d'aboutissement des négociations, la participation de la Finlande à l'initiative sur la dissuasion avancée aurait une portée similaire à celle de la Norvège. Elle rendrait vulnérable une part significative du flanc Ouest de la Russie, avec laquelle Helsinki partage plus de 1 300 km de frontière, ouvrant de nouveaux points d'entrée possibles du raid, voire uniquement du ou des missiles ASMPA-R, un certain nombre de cibles potentielles se trouvant à portée de tir depuis l'intérieur même du territoire finlandais.

Toute la péninsule scandinave deviendrait alors un terrain de déploiement et d'opérations des

forces stratégiques françaises, complexifiant drastiquement la planification de la défense antiaérienne et antimissile russe en cas de conflit menaçant un État allié de la France, forçant à une dispersion des moyens de défense sur l'ensemble du flanc Nord et Nord-Ouest de la Russie. Resterait alors à convaincre les États baltes de rejoindre l'initiative, dont l'espace aérien permettrait de faire la jonction avec la Pologne.

[Etienne MARCUZ](#)

Note de la FRS n°16/2026

4 juin 2026

Source de la photo bandeau : [Groupe Dassault](#)

[Histoire : Le rôle essentiel du renseignement français lors du débarquement le 6 juin 1944](#)

Category: 1944 : Débarquements en France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Mémoire vivante, Renseignement

24 juin 2026



Collection particulière

On attribue la dénomination de ce plan de la Seconde Guerre mondiale, au souvenir de la guérilla écossaise contre les Anglais au XIIe siècle. Jedburgh est le nom d'une localité au sud d'Edimbourg, dans la région des Scottish Borders.

Toute stratégie ou tactique militaire cherche à coincer l'adversaire entre deux mâchoires de tenaille pour le neutraliser. Après la défaite de 1940 face à la Wehrmacht, les généraux alliés de la Deuxième Guerre mondiale n'ont pas éludé cette règle et ont toujours cherché à agir sur les arrières de l'ennemi, soit pour recueillir du renseignement soit pour l'affaiblir.

Quelques mois avant le débarquement américain du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord, le SO (Spécial Operations) de l'OSS (Office of Strategic Services) se rapproche du SOE (Special Operations Executive) britannique pour étudier la possibilité d'envoyer des parachutistes derrière les lignes ennemies afin de faciliter l'avancée des troupes après le débarquement. Les Anglais disposent d'une longueur d'avance sur les Américains grâce au réseau du capitaine Piquet-Wicks de la section RF du SOE, et à celui du major Buckmaster de la section F (F pour France), mis en place respectivement en novembre 1940 et printemps 1941.

[...]

Bertrand SOUQUET

Historien et fils de jedburgh Secrétaire de l'amicale des anciens jedburghs

Revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN - Septembre 2024

Découvrez l'extrait "Mémoire vivante" de la revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN paru en septembre 2024 [en cliquant ICI](#).

Plans « SUSSEX & PROUST »

Avant-Propos :

En 1943 les grands réseaux de renseignements (SIS - Secret Intelligence Service, SOE, BCRA) créés et opérant depuis le début de l'occupation en France et en zone dite libre, c'est-à-dire entre 1940 et 1942 avaient subi et subissaient encore des pertes nombreuses et tragiques qu'ils continueraient d'ailleurs à connaître en 1944 et jusqu'à la fin de la guerre. Les services de l'Abwehr et surtout la Gestapo, malgré le courage des patriotes composant ces réseaux, arrêtaient, exécutaient ou déportaient de nombreux combattants de l'ombre qui étaient indispensables pour informer le grand état-major allié en Angleterre (SHAEF).

Ces grands réseaux qui avaient pour noms Ajax, Alliance, Brutus, Buckmaster, Cohors, Confrérie Notre Dame, Castille, F2, Marco Polo, Phratricie, Saint Jacques, etc., risquaient d'être entièrement anéantis avant le « jour J » correspondant au débarquement des troupes alliées sur les côtes de Normandie, c'est-à-dire au moment où l'on aurait le plus besoin d'eux pour avoir des informations fiables le moment voulu.

Naissance du Plan Sussex :

C'est pourquoi dans l'optique de la préparation du débarquement en France, l'état-major du général Eisenhower imagina en mars 1943 de créer un plan baptisé « Plan Sussex », visant à

mettre en place, en parachutant des agents dans toutes les régions au nord de la Loire qui seraient de potentielles zones de combats, des équipes de deux officiers français en civil (un observateur et un radio) placés en des points stratégiques.

[...]

Dominique SOULIER

Fils de Sussex

Conservateur de la Collection Sussex

Revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN - Septembre 2024

Découvrez l'extract "Mémoire vivante" de la revue *Services Spéciaux* de l'AASSDN paru en septembre 2024 [en cliquant ICI](#).

Source photo : AASSDN / Collection particulière

[Géopolitique : L'Iran à la recherche de nouveaux relais](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique
24 juin 2026



Réalisation **Le Lab Le Diplo**

Le chemin de fer ne remplace pas Ormuz, mais il modifie le calcul de la résistance...

La guerre ne se mène pas seulement avec des missiles, des drones et des porte-avions. Elle se mène aussi avec des conteneurs, des wagons ferroviaires, des douanes, des dépôts, du carburant, des pièces de rechange, des lignes de crédit et des corridors terrestres. C'est dans cette zone moins visible, mais décisive, que s'inscrit le nouvel effort iranien pour contourner le blocus américain et réduire sa dépendance au détroit d'Ormuz.

L'augmentation du trafic ferroviaire entre la Chine et l'Iran, le long de l'axe reliant Xi'an à Téhéran en passant par le Kazakhstan et le Turkménistan, ne doit pas être interprétée comme une solution miraculeuse. Aucun train ne peut réellement remplacer le volume des pétroliers qui traversaient Ormuz. Mais ce serait une erreur de considérer cette évolution comme marginale. Pour Téhéran, aujourd'hui, il ne s'agit pas de revenir à une normalité commerciale. Il s'agit d'empêcher l'effondrement, de maintenir en vie l'appareil productif, de conserver des marges de manœuvre et de montrer aux États-Unis que le siège ne produit pas d'effets immédiats.

La différence est décisive. L'Iran ne cherche pas à gagner économiquement. Il cherche à durer.

La Chine et la logique du soutien calibré

Pékin agit avec sa prudence habituelle. La Chine ne rompt pas ouvertement avec Washington au-delà d'un certain seuil, mais elle n'abandonne pas non plus Téhéran. Elle continue d'acheter du pétrole brut iranien, conteste la pression américaine, offre un appui diplomatique et, surtout, maintient ouvertes les infrastructures terrestres qui permettent à l'Iran de recevoir des marchandises industrielles, des générateurs, des composants électroniques, des pièces mécaniques et des biens de consommation.

C'est là le véritable enjeu économique. Il ne s'agit pas tant d'exporter du pétrole par train vers la Chine, opération logistiquement limitée et coûteuse, que de garantir que l'économie iranienne ne s'arrête pas faute de composants essentiels. Une guerre moderne consomme des pièces de rechange avec la même rapidité qu'elle consomme des munitions. Générateurs, circuits, pneus, pompes, matériaux industriels et équipements civils deviennent une partie intégrante de la capacité de résistance nationale.

Dans ce cadre, la Chine n'offre pas à l'Iran une victoire. Elle lui offre du temps. Et le temps, dans une guerre de pression, est déjà une forme de puissance.

La limite logistique du pétrole sur rail

Le nœud central reste le pétrole brut. Avant la guerre, l'Iran exportait vers la Chine plus d'un million de barils par jour. Imaginer transférer ces volumes par voie ferrée revient à ignorer l'échelle matérielle du problème. Un wagon-citerne ne peut transporter qu'une quantité limitée de pétrole. Pour compenser ne serait-ce qu'une partie modeste des exportations maritimes, il faudrait un flux continu de convois, des passages douaniers fluides, une sécurité assurée sur des milliers de kilomètres et des capacités de déchargement adaptées.

C'est pourquoi les routes terrestres ne sont pas le substitut du détroit d'Ormuz. Elles sont une

soupape de pression. Elles servent à réduire l'asphyxie, non à l'éliminer. Elles servent à éviter que les dépôts iraniens ne soient saturés, que la production ne doive être interrompue de manière massive, que le système industriel ne reste privé de matériaux vitaux.

En termes économiques, Téhéran cherche à transformer une crise immédiate en crise prolongée. Et une crise prolongée devient politiquement plus difficile à gérer, y compris pour Washington.

L'évaluation militaire : blocus, usure et profondeur stratégique

Du point de vue militaire, la partie est claire. Les États-Unis cherchent à frapper la vulnérabilité structurelle de l'Iran : sa dépendance à la mer pour exporter son pétrole et financer son système. L'Iran répond en construisant une profondeur terrestre. Il ne peut pas briser le blocus naval, mais il peut le rendre moins décisif.

C'est une logique classique de guerre d'usure. Celui qui impose le blocus mise sur l'effondrement rapide de l'adversaire. Celui qui subit le blocus mise sur la durée, l'adaptation, la dispersion des routes et la capacité à supporter des coûts croissants. Si Téhéran peut réellement résister trois ou quatre mois avant de subir des dommages économiques plus graves, alors le problème n'est pas seulement iranien. Il devient aussi américain : combien de temps Washington est-il prêt à maintenir une pression militaire, navale, diplomatique et financière sans obtenir un résultat politique définitif ?

Les routes passant par l'Asie centrale, le Pakistan, la Turquie et la mer Caspienne n'annulent pas la supériorité navale américaine. Elles la relativisent. Elles déplacent une partie du conflit d'Ormuz vers les réseaux terrestres eurasiatiques. Et là, la puissance maritime occidentale rencontre une limite : elle peut contrôler les détroits, mais elle ne peut pas fermer tout un continent.

La Caspienne, le Pakistan et la Turquie : la géographie redevient politique

L'expansion des liaisons par le Pakistan, la Turquie et la mer Caspienne montre que l'Iran tente de construire un réseau redondant. Non pas une seule voie de sortie, mais plusieurs voies, chacune imparfaite, chacune vulnérable, mais toutes utiles lorsqu'elles sont combinées.

La mer Caspienne relie Téhéran à la Russie et ouvre une profondeur septentrionale. Le Pakistan offre un appui vers l'Asie du Sud. La Turquie reste une porte obligée vers l'Europe et la Méditerranée. L'Asie centrale, à travers le Kazakhstan et le Turkménistan, relie l'Iran à la Chine continentale. Cette géographie, qui pendant des années avait semblé secondaire par rapport aux routes maritimes mondiales, redevient soudain centrale.

C'est le signe d'une transformation plus vaste : les sanctions, les blocus navals et les guerres redonnent de la valeur aux infrastructures terrestres. Chemins de fer, ports intérieurs, postes-frontières, oléoducs, routes et douanes deviennent des instruments de souveraineté. Celui qui possède des corridors alternatifs résiste mieux. Celui qui dépend d'une seule artère peut être étranglé.

Le scénario géoéconomique : l'Eurasie comme espace de compensation

Le cas iranien montre le visage concret de la géoéconomie contemporaine. La Chine n'a pas nécessairement besoin de défier militairement les États-Unis pour affaiblir leur stratégie. Il lui suffit de maintenir ouverts des canaux commerciaux, d'acheter de l'énergie à des conditions favorables, de soutenir des infrastructures eurasiatiques et d'empêcher que l'Iran soit totalement isolé.

Pour Pékin, l'Iran est à la fois fournisseur énergétique, partenaire stratégique et élément du containement de l'hégémonie américaine sur les routes maritimes. Si Washington utilise la marine et les sanctions, la Chine répond par les chemins de fer, le commerce, la continuité diplomatique et l'absorption sélective du risque.

De ce point de vue, la crise d'Ormuz n'est pas seulement une crise régionale. C'est un test sur l'avenir de la mondialisation. Celle dominée par la mer, les flottes et le dollar reste extrêmement puissante. Mais à côté d'elle grandit une mondialisation terrestre, plus lente, plus coûteuse, moins efficace, mais politiquement précieuse parce qu'elle est moins exposée au contrôle occidental.

Le message de Téhéran

L'Iran sait qu'il ne peut pas remplacer Ormuz par des trains. Mais il sait aussi qu'il n'a pas besoin de le faire entièrement. Il doit démontrer qu'il peut respirer même avec un seul poumon. Il doit convaincre sa population, ses alliés et ses adversaires que le blocus n'équivaut pas à une capitulation.

La valeur politique des routes terrestres est donc égale, sinon supérieure, à leur valeur commerciale. Chaque convoi qui arrive à Téhéran dit que l'Iran n'est pas isolé. Chaque expédition chinoise dit que Pékin n'accepte pas intégralement la discipline des sanctions américaines. Chaque liaison à travers l'Asie centrale dit que la masse eurasiatique peut offrir des alternatives à la pression navale.

La question décisive n'est pas de savoir si ces routes peuvent sauver l'économie iranienne à long terme. La question est de savoir si elles peuvent gagner assez de temps pour que le coût politique, militaire et économique du blocus devienne trop élevé pour celui qui l'a imposé.

Dans cette guerre, le chemin de fer ne bat pas le porte-avions. Mais il peut l'empêcher d'obtenir rapidement ce pour quoi il a été déployé. Et parfois, dans la politique internationale, empêcher l'adversaire de gagner vite est déjà le premier pas pour ne pas perdre.

Giuseppe GAGLIANO

Président du Centro Studi Strategici Carlo De Cristoforis (Côme, Italie)

[Le diplomate media](#)

Samedi 23 mai 2026

Source photo bandeau : [Le diplomate media](#)